

## France-Algérie : l'histoire au péril du politique

La commission mixte franco-algérienne d'historiens est en panne suite aux déclarations politiques.

Tout semblait assez bien parti. A la suite du rapport consacré aux questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'indépendance algérienne remis par Benjamin Stora, le 20 janvier 2021, le président de la République française Emmanuel Macron avait signé, en août 2022, avec son homologue algérien, Abdelmadjid Tebboune, la déclaration d'Alger. Elle prévoyait la création d'une commission mixte franco-algérienne d'historiens composée de dix membres : cinq du côté français

(Benjamin Stora, qui en assure la coprésidence, Florence Hudowicz, Jacques Frémeaux, Jean-Jacques Jordi et Tramor Quemeneur) et cinq du côté algérien (Mohamed El-Korso, Idir Hachi, Abdelaziz Filali, Mohamed Lahcen Zeghidi et Djamel Yahiaoui). Côté français, des archives de la guerre d'indépendance ont été ouvertes concernant les disparus. La France a aussi reconnu ses responsabilités dans les assassinats de Maurice Audin, Ali Boumendjel ou Larbi Ben M'hidi.

Côté algérien, en revanche, les choses n'ont guère avancé. L'histoire de la colonisation et de la guerre d'indépendance demeure un instrument politique. Et les déclarations d'Emmanuel Macron à Rabat, fin octobre 2024, concernant « la souveraineté du Maroc » sur le Sahara occidental, n'ont rien arrangé.

Le temps de la politique n'est pas celui de l'histoire.



Les présidents Emmanuel Macron et Abdelmadjid Tebboune, le 14 juin 2024.

Les historiens n'avaient pas attendu les déclarations présidentielles pour travailler. En novembre 2024, l'Institut du monde arabe à Paris a accueilli des rencontres lors desquelles des artistes – l'écrivain Kamel Daoud, prix Goncourt en 2024 pour *Houris* (l'histoire d'une jeune fille pendant la décennie noire, interdit en Algérie), le dessinateur Jacques Ferrandez ou la réalisatrice Jacqueline Gozland – ont expliqué la place que tient la colonisation dans leur œuvre. Un colloque devait se tenir au printemps 2025 avec des

archivistes et des historiens des deux pays pour identifier les archives de l'époque coloniale (1830-1962) et les localiser. Contrairement à l'idée reçue selon laquelle les Français auraient tout emporté, 80 % de ces archives sont toujours en Algérie. Très peu – essentiellement celles qui concernaient le domaine régalien de l'État – ont été rapatriées en France au moment de l'indépendance algérienne. C'est un enjeu important de les ouvrir aux étudiants et jeunes chercheurs très intéressés par cette période. L'arrestation, le 16 novembre 2024, de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal (cf. p. 98) est un coup de tonnerre. Des deux côtés, la politisation instrumentalise et rend difficile le travail des historiens et des archivistes. Pour l'instant, la commission « mixte » est en panne et le colloque risque de n'accueillir que des historiens français. ■